



Suivi de la Conférence internationale des donateurs pour l'Etat palestinien (7 juillet 2008)

1. Conformément à leur engagement pris lors de la Conférence internationale des donateurs pour l'Etat palestinien (Paris, 17 décembre 2007), la présidence et les co-présidences se sont réunies ce soir à Paris pour examiner dans quelles mesures les donateurs présents à la Conférence de Paris avaient mis en œuvre leurs promesses, évaluer la mise en œuvre du Plan de développement et de réforme palestinien (PRDP) et examiner l'environnement actuel dans lequel toutes les parties s'emploient à promouvoir la reprise économique et la création des institutions palestiniennes. Elles ont salué les récentes évolutions dans la région, qui favorisent les progrès dans le processus de paix.
 2. Elles ont réaffirmé leur soutien aux politiques actuellement menées par le Président Abbas et le Premier ministre Fayyad, ont salué la mise en œuvre du PRDP en particulier dans le secteur de la sécurité et ont exprimé leur appui au travail accompli lors de la Conférence de Berlin en soutien à la sécurité palestinienne et à l'Etat de droit le 24 juin.
 3. Elles se sont vivement félicitées de ce que, sur le montant total des promesses de dons effectuées à Paris de 7,7 mds USD sur trois ans, la communauté internationale ait déjà versé plus de 920 millions USD en six mois en aide budgétaire directe et signé pour 1 md USD d'accords bilatéraux avec l'Autorité palestinienne pour des projets de développement. Outre des transferts directs au compte central du Trésor de l'Autorité palestinienne, deux mécanismes de financement, le mécanisme PEGASE (UE) et le Fonds fiduciaire pour le PRDP (Banque mondiale) ont permis de canaliser l'aide budgétaire destinée à l'Autorité palestinienne. Ce niveau sans précédent et le versement rapide des contributions démontrent la vigueur du soutien de la communauté internationale au gouvernement palestinien. La priorité dans les mois à venir consistera à obtenir des contributions des membres de la Ligue arabe. Celles-ci seront déterminantes pour combler le déficit budgétaire et soutenir les institutions palestiniennes.
 4. La présidence et les co-présidences se félicitent des efforts du gouvernement palestinien pour améliorer la situation financière et budgétaire de l'Autorité palestinienne dans un environnement difficile et contraint, incluant des facteurs économiques externes. Elles ont salué en particulier les efforts entrepris pour maîtriser les rémunérations du secteur public. Il est néanmoins indispensable que le gouvernement palestinien poursuive une politique budgétaire rigoureuse en rapport avec les futures recettes et contributions disponibles : à cet égard, les points critiques portent de toute évidence sur la gestion des salaires des fonctionnaires, le remboursement des arriérés aux secteurs public et privé et la réduction des subventions aux entreprises de service public.
 5. Le succès de la conférence de soutien à l'investissement privé dans les Territoires palestiniens qui s'est tenue à Bethléem en mai est très encourageant et a envoyé des signaux positifs forts au secteur privé palestinien. La présence massive d'investisseurs étrangers et le climat favorable aux affaires qui en a résulté, en partie grâce à une coopération étroite avec le gouvernement israélien, devraient se poursuivre dans les mois à venir pour assurer la réalisation des marchés et des projets de développement concrets conclus à Bethléem. La présidence et les co-présidences ont insisté sur le fait que l'impact économique de la Conférence serait atténué en l'absence d'un environnement propice à la reprise économique.
- Les restrictions imposées par le gouvernement israélien sur la liberté de déplacement et d'accès des Palestiniens continuent de peser lourdement sur les perspectives économiques. Sans levée significative de ces obstacles en Cisjordanie et un assouplissement des restrictions pesant sur les flux humanitaires et commerciaux vers la bande de Gaza, les perspectives de redressement du secteur privé sont très réduites, les programmes d'investissement publics et privés continueront d'être ralentis et en conséquence toute reprise économique continuera d'être empêchée.
6. Alors que certains progrès ont été réalisés sur le paquet de mesures (développement économique et social, allègement des restrictions à la liberté d'accès et de circulation, développement des zones de Cisjordanie dont l'accès est actuellement réduit, capacité palestinienne adéquate et résultats en matière de sécurité) convenu avec Israël, lancé par Tony Blair, représentant du Quartette, le 13 mai, pour dynamiser l'économie palestinienne et aider à préparer le futur statut d'Etat, Israël devrait accorder la plus grande priorité à la mise en œuvre rapide et intégrale du paquet qu'il avait accepté.
 7. La présidence et les co-présidences saluent les développements politiques récents et notamment la trêve observée à Gaza. Un règlement durable de la situation à Gaza ne pourra s'obtenir que par des moyens pacifiques. Elles ont instamment demandé que le calme soit pleinement respecté et ont exprimé l'espoir qu'il sera durable et aboutira à un retour à une vie civile normale à Gaza et au rétablissement de l'Autorité palestinienne à Gaza. Elles ont invité toutes les parties à soutenir la réouverture contrôlée de tous les points de passage vers et depuis Gaza, tant pour des raisons humanitaires que pour permettre les flux commerciaux et sont prêtes à aider à la reconstruction économique de Gaza.
 8. La présidence et les co-présidences conviennent de poursuivre leurs efforts pour s'assurer que les résultats de la

Conférence de Paris se traduisent en succès sur le terrain. Elles ont décidé de se réunir à nouveau en septembre et ont pris note de la prochaine réunion du Comité de liaison ad hoc à New York le 22 septembre.

Statement by the Chair and the Co-chairs of the International Donors' conference for the Palestinian State

1. In accordance with the commitment they made at the International Donors' Conference for the Palestinian state (Paris, December 17 2007), the Chair and co-chairs met tonight in Paris to review to what extent the donors who attended the Paris conference have delivered on their pledges, assess the implementation of the Palestinian Reform and Development Plan (PRDP) and review the current environment in which all parties are working to promote Palestinian economic recovery and institution building. They welcomed the recent developments in the region, which favor further progress on the peace process.

2 They reaffirmed their support for the policies currently pursued by President Abbas and Prime Minister Fayyad, welcomed the implementation of the PRDP in particular in the security sector, and they voiced their support for the work done at the Berlin conference in support of Palestinian security and the rule of law on 24 June.

3. They strongly welcomed the fact that, of the total amount of aid pledged in Paris of US \$7,7 billion over 3 years, the international community has already disbursed more than US\$ 920 million in six months in direct budgetary support and signed for US\$ 1 billion of bilateral agreements with the Palestinian Authority (PA) for development projects. Beside direct transfers to the central treasury account of the PA, two financing mechanisms, the PEGASE (EU) and the PRDP Trust Fund (World Bank), have been instrumental in channelling budget assistance to the PA. This unprecedented level and rapid disbursement of contributions demonstrates the strong support of the international community to the Palestinian government. The priority over the coming months will be to secure contributions of Arab League members. These will be crucial to finance the budgetary gap and to support the Palestinian institutions.

4. The chair and the co-chairs welcome the efforts of the Palestinian government to improve the financial and fiscal situation of the PA in a challenging and constrained environment, including external economic factors. They welcomed in particular the efforts being made to control the public sector wage bill. Nevertheless, it is essential that the Palestinian government maintains a rigorous fiscal policy in relation with the future disposable revenues and contributions : in that respect, the critical issues are clearly the management of civil servants pay roll, the reimbursement of arrears to the public and private sectors and the reduction of subsidies of the utilities bill.

5. The success of the Palestinian Investment Conference of Bethlehem in May is very encouraging and sent strong positive signals to the Palestinian private sector. The massive attendance of foreign investors and the positive business climate generated, thanks in part to a close cooperation with the government of Israel, should be maintained in the coming months to ensure the implementation of actual business deals and development projects struck in Bethlehem. The Chair and co-chairs underlined that the economic impact of the Conference will be muted in the absence of an enabling environment for economic recovery. Restrictions by the Government of Israel on Palestinian movement and access continue to weigh heavily on the economic outlook. Without a significant lifting of such barriers in the West Bank, and a relaxation of the restrictions on humanitarian and commercial flows to the Gaza Strip, there is a much-reduced prospect for private sector recovery, public and private investment programmes will continue to be delayed, and consequently any economic recovery will continue to be inhibited.

6. While there has been some progress on the package of measures (economic and social development, lifting access and movement restrictions, developing currently restricted areas of the West Bank, proper Palestinian security capability and performance) agreed with Israel and launched by Quartet Representative Tony Blair on May 13th to boost the Palestinian economy and aid preparations for statehood, Israel should make the full and rapid implementation of the package it agreed to a high priority.

7. The Chair and co-chairs welcome recent political developments and notably the truce in Gaza. A lasting solution to the situation in Gaza can only be achieved through peaceful means. They urged that the calm be respected in full and expressed the hope that it would endure, and lead to a return to normal civilian life and the rule of the PA in Gaza. They called on all parties to sustain the controlled re-opening of the crossings in and out of Gaza for both humanitarian reasons and commercial flows, and stand ready to assist in the economic rehabilitation of Gaza.

8. The Chair and co-chairs agreed to continue their efforts to ensure that the Paris Conference outcome is successful in order to change the situation on the ground. They agreed to meet again in September and took note of the forthcoming AHLC meeting in New York on September the 22nd